



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le préfet de la région Bretagne**  
**Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°44 254 du 9 décembre 2019 modifié autorisant la société PARC EOLIEN DE LA SAUSSINAIS à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur les communes de La Noë-Blanche et Guipry-Messac ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant du 27 décembre 2022 par laquelle la société PARCS EOLIENS DE L'OUEST déclare reprendre les activités de la société PARC EOLIEN DE LA SAUSSINAIS ;

**VU** la décision de la cour administrative d'appel de Nantes n°22NT02681 du 27 février 2024 ;

**VU** les demandes de modification du parc éolien portées par la SAS PARCS ÉOLIENS DE L'OUEST, sur les communes de La Noë-Blanche et Guipry-Messac, reçues les 17 août 2021 et 7 octobre 2021 et complétées par une actualisation de l'étude d'impact transmise le 30 septembre 2024 ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas relative au projet de modification du parc éolien porté par la société PARCS ÉOLIENS DE L'OUEST, sur les communes de La Noë-Blanche et Guipry-Messac, reçue le 30 janvier 2025 et considérée complète à la même date ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 25 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification demandée n'est pas visée par le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que, dans la mesure où, compte tenu notamment de la décision de la cour administrative d'appel du 27 février 2024 susvisée, la modification du projet pourrait avoir des incidences négatives notables sur l'environnement, elle doit faire l'objet d'un examen au cas-par-cas au titre du second alinéa du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la nature du projet :

- modification du parc éolien autorisé par l'arrêté préfectoral n°44254 du 9 décembre 2019 susvisé, notamment par augmentation de la taille des rotors et de la hauteur des mats ;

**CONSIDÉRANT** la localisation de ce projet :

- implantation du parc globalement inchangée par rapport au projet initial ;

**CONSIDÉRANT** que la modification sollicitée ne conduit pas à une évolution notable des impacts potentiels par rapport au projet initial, notamment pour les thématiques suivantes :

- l'impact acoustique, un plan de bridage adapté du fonctionnement du parc étant prévu ;
- les impacts en matière d'ombres portées ou d'effets stroboscopiques, les impacts théoriques prévus étant comparables à ceux prévus pour le projet dans sa version d'origine ;
- l'impact paysager, les zones de perception du parc restant sensiblement les mêmes et des mesures d'atténuation étant prévues ;
- l'impact pour l'avifaune et les chiroptères, les études transmises par l'exploitant, dont une actualisation de l'étude d'impact permettant d'estimer que les effets cumulés de l'augmentation de la garde au sol des éoliennes, de l'augmentation des rotors et du renforcement du plan de bridage conduisent à des impacts de même niveau que le projet déjà autorisé ;
- l'impact sur les autres enjeux de biodiversité, la seule évolution significative étant l'arasement d'une haie de faible intérêt qui fera l'objet d'une compensation ;

**CONSIDÉRANT** les mesures prévues par le porteur de projet pour maîtriser les impacts du parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification du parc éolien porté par la société PARCS ÉOLIENS DE L'OUEST sur le territoire des communes de La Noë-Blanche et Guipry-Messac est dispensé de la production d'une étude d'impact.

**Article 2** : La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

**Article 3** : Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

**Article 4** : Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire et publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le **06 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY